

# Introduction

## DE LA SOCIOLOGIE EN TERRITOIRE CHINOIS

---

*Jean-Louis ROCCA*

Ce livre est à la fois un document sur la sociologie chinoise, une tentative de comprendre autrement la société chinoise et une aventure collective. C'est d'abord un document destiné à montrer, à travers quelques exemples, comment travaillent les sociologues chinois aujourd'hui. Quels sont les sujets qui les intéressent, les concepts qu'ils favorisent, les méthodes qu'ils utilisent? Comment perçoivent-ils la société chinoise? De ce point de vue, cet ouvrage ne fait pas œuvre pionnière. Le livre fondateur d'Isabelle Thireau et Wang Hansheng<sup>1</sup>, paru en 2001, avait rassemblé la fine fleur de la sociologie chinoise, fournissant sans aucun doute la meilleure contribution actuelle à la réflexion sur l'environnement culturel de la Chine rurale. Plus près de nous, il faut citer le remarquable travail d'Aurore Merle<sup>2</sup> qui, dès 2000, a œuvré avec constance à une meilleure connaissance de l'histoire de la sociologie chinoise et à l'introduction en France des travaux d'un

1. *Isabelle Thireau et Wang Hansheng (dir.)*, Disputes au village chinois. Formes du juste et recompositions locales des espaces normatifs, Paris, *Maison des sciences de l'homme*, 2001.

2. *Aurore Merle*, « Vers une sociologie chinoise de la "civilisation communiste" », *Perspectives chinoises*, 81, janvier-février 2004, p. 4-15.

certain nombre de chercheurs. Toutefois, ces tentatives de mieux faire connaître les sociologues chinois sont rares, et il n'est pas déraisonnable d'en ajouter une aujourd'hui.

## — Un projet différent

Les travaux chinois sont de qualité et le seul obstacle à leur diffusion est la langue. Il est loin le temps où le spécialiste de la Chine pouvait négliger la production locale. Maintenant, il s'agit d'éviter que celle-ci ne soit allégrement pillée par des chercheurs occidentaux dont la seule valeur ajoutée est de lire le chinois. En effet, le piratage et le plagiat ne sont pas des pratiques du seul empire du Milieu, et l'on connaît plusieurs exemples de spécialistes qui ont fait une belle carrière sur la compilation de travaux réalisés par des collègues chinois. Nous voudrions contribuer par ce recueil de traductions à rendre moins facile cette pratique.

Ce livre se démarque de celui de Thireau et Wang en ce qu'il ne constitue pas une tentative de produire une œuvre collective à partir d'une problématique unique. Si certains de ces textes ont été écrits à l'occasion d'un colloque sur les outils d'analyse des sociétés contemporaines qui s'est déroulé en mai 2007<sup>3</sup>, il n'est pas le fruit d'une recherche commune. Même si les auteurs de cet ouvrage ont en partage un « état d'esprit », une « parenté intellectuelle », aucune discussion préalable, aucun séminaire, aucune définition d'une problématique ou d'un sujet commun n'est venu « souder » l'équipe. L'objet que vous tenez entre les mains est le produit de rencontres, de hasards, et surtout d'interrogations et de problématiques individuelles qui convergent entre elles sur de nombreux points. D'ailleurs, d'autres auteurs auraient leur place ici. Je pense à Tan Shen, sur les migrants, Sun Liping sur les « fractures » de la société chinoise, ou Ying Xing sur les mouvements sociaux. Les circonstances et la nécessité de limiter les contributions en ont décidé autrement.

La différence avec les travaux de Merle est encore plus nette. D'une part, le choix des auteurs vise ici à élargir le spectre, trois auteurs étant

3. Quels outils pour analyser les sociétés contemporaines?, colloque franco-chinois organisé par les Ateliers franco-chinois en sciences sociales de Pékin, Université Tsinghua, 19 et 20 mai 2007, avec notamment des contributions de Gérard Mauger, Jean-Louis Rocca, Laurent Thévenot, Zhang Letian, Zhou Xiaohong, Liu Shiding et Sun Liping.

des « provinciaux ». D'autre part, l'ensemble des contributions se place dans une perspective nettement non normative. Si l'on se réfère aux deux textes introductifs du dossier des *Cahiers internationaux de sociologie* d'Aurore Merle et Zhang Lun<sup>4</sup>, la distinction est de taille. Il ne s'agit pas pour nous de favoriser les travaux mesurant l'évolution vers l'économie de marché, vers l'« État normal », vers la modernité, vers l'État de droit, vers la démocratie, etc., bref de saisir la Chine par sa « transition » mais au contraire d'analyser comment les normes se construisent. Certes, le mot transition peut être utilisé dans le sens d'une évolution vers quelque chose qui n'est pas de l'ordre du modèle mais dans ce cas, toute société est en transition...

### *La sociologie chinoise critique de la transitologie ?*

Cette vision transitologique, que ce livre essaie de remettre en cause, emprunte beaucoup de ses traits à une autre problématique, celle qui oppose la spécificité de l'Occident à celle de la Chine. Le thème a été développé très loin en philosophie mais il nourrit aussi beaucoup d'illusions en sociologie. Dans l'empire du Milieu, les relations sociales seraient d'une autre essence que dans le reste du monde, plus portées en Chine vers la communauté. Les classes sociales seraient plus politiquement déterminées qu'ailleurs. Que les choses soient claires, il ne s'agit pas de nier les différences mais de déterminer sur quoi les fonder, une substance irréductible ou une variabilité phénoménologique. S'agit-il de construire un paradigme chinois des sciences sociales ou de mettre en exergue les divergences dans un langage à peu près commun ? S'agit-il de créer des concepts autochtones ou de traduire, translater, adapter des concepts créés ailleurs ?

Pour l'essentiel, les textes rassemblés ici optent pour la deuxième solution. Si les raisons d'un tel choix sont, pour une part, d'ordre philosophique, elles s'appuient aussi sur un certain nombre de faits, qui ne concernent pas seulement la Chine, mais qui sont aujourd'hui bien connus. Par exemple, les analyses les plus fructueuses des identités sont

4. Aurore Merle et Zhang Lun, « La Chine en transition : regards sociologiques », *Cahiers internationaux de sociologie*, numéro spécial, 112, janvier-juin 2007, p. 5-168.

celles qui insistent sur leur fragilité, leur instabilité, sur la capacité des individus et des groupes à en manipuler les signes. Les identités ne sont pas des essences<sup>5</sup>.

En Chine, les tentatives d'« autochtonisation » des concepts n'ont guère apporté. Il est ainsi assez intéressant de remarquer que bien souvent ce qui est présenté comme un apport original et spécifique est un concept ou une méthode déjà élaboré auparavant et ailleurs. Ce genre de malentendus tient à un manque de connaissance de la variété des approches sociologiques à travers le temps et l'espace, et donc à une propension à marquer une opposition ou, au mieux, un clivage entre une science sociale occidentale et une autre qui ne le serait pas.

La plupart du temps, les travaux écrits ou oraux des étudiants chinois commencent par « dans la théorie occidentale », « dans la science sociale occidentale » ou encore « pour les chercheurs occidentaux », en choisissant de privilégier un cadre théorique. La démonstration consiste ensuite à démontrer que le cas chinois ne peut être expliqué par ce cadre d'analyse. La Chine ne possédant pas de société civile ne peut posséder de vrais « mouvements sociaux », la Chine n'ayant pas de bourgeoisie ne peut connaître de phénomène de distinction culturelle, etc. Autrement dit, cette méconnaissance de la diversité de la « pensée occidentale » conduit certains à réinventer la roue. Ainsi, le rôle important que joue l'État dans l'économie paraît-il une spécificité chinoise alors que de nombreux auteurs ont insisté sur la complexité des relations État-marché, politique-économique dans d'autres contextes<sup>6</sup>. De même, le caractère supposé « relationnel » de la société chinoise qui s'opposerait au caractère « juridique » de la société occidentale mériterait d'être repensé à l'aune d'analyses moins orthodoxes. Dernier exemple, la référence constante à l'individualisme qui s'opposerait au communautarisme fait fi de la complexité du « sujet » dans les sociétés occidentales. Si la modernité marque le triomphe de l'individu et de la subjectivité, c'est un triomphe pour le moins paradoxal que l'on pourrait tout aussi bien analyser en

5. Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996 ; Jean-François Bayart, *Le Gouvernement du monde. Une critique de la mondialisation*, Paris, Fayard, 2004.

6. *Je pense à l'école de la régulation animée par Michel Aglietta et Robert Boyer.*

termes de... disparition<sup>7</sup>. Aborder la question de l'individualisation des comportements dans la société chinoise avec ce cadre analytique relève dès lors du défi !

Il faut s'empresse de dire que ce problème de la sociologie chinoise renvoie à l'intense propagande – c'est le seul mot qui nous vient à l'esprit – que subit la société chinoise de la part du monde dit développé. La façon dont est présentée la « trajectoire occidentale » par la plupart des chercheurs et surtout par les bailleurs de fonds (fondations, organisations internationales, etc.) contribue largement au monopole de la transitologie. Le jeu consiste à montrer que la démocratie de marché est le meilleur des mondes parmi les mondes possibles et à fournir les outils nécessaires à son avènement dans l'empire du Milieu : la société civile, l'État de droit, la liberté, etc. Zhang Letian aurait pu ajouter un paragraphe (et même plusieurs) à son texte critique (chapitre 10) sur les dangers qui guettent la recherche fondamentale chinoise ; un paragraphe consacré aux méfaits du financement par les fondations étrangères. Grâce à elles, une multitude d'études sur la « société civile chinoise » ont vu le jour sans que personne ne pose la question du sens de cette expression. Son existence est tellement évidente pour les bailleurs de fonds qu'il n'est pas besoin de lui donner une signification, il s'agit juste d'en trouver une trace dans la réalité. L'importance et la souplesse de ces financements, ainsi que le prestige qu'ils procurent à ses récipiendaires, expliquent l'ambiguïté des chercheurs chinois à ce propos. D'un côté, beaucoup d'entre eux se démènent pour obtenir de tels fonds. De l'autre, on entend des critiques acerbes des mêmes sur la naïveté ou la vacuité des problématiques à partir desquelles ils doivent travailler. Ils doivent disserter sur l'indépendance politique ou non des associations ou organisations non gouvernementales (ONG) chinoises alors que cette question est déjà d'une extrême complexité en Europe. On imagine en Chine... Autrement dit, une majorité de chercheurs et d'étudiants en sociologie se trouvent confrontés à un choix : accepter le *diktat* de concepts dont ne sont comprises ni l'origine ni la complexité faute de connaissances approfondies sur les sociétés à partir desquelles ils ont été construits, soit se replier sur l'idée d'une production autochtone de concepts.

7. Cf. sur cette question et à propos de la Chine Jean-Louis Rocca, *La Condition chinoise. La mise au travail capitaliste des Chinois à l'ère des réformes*, Paris, Karthala, 2006.

*Deux générations de sociologues chinois*

Ce dilemme ne doit guère étonner quand on connaît l'histoire de la sociologie chinoise. Après une période féconde dans la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, celle-ci a disparu de la scène universitaire chinoise. Ce n'est que dans les années 1980 qu'une nouvelle génération a émergé, souvent sous la férule des grands anciens et dans une optique bien particulière : comment aider la Chine à comprendre le monde et à se moderniser ? La génération actuelle de sociologues « matures » – dont ceux qui sont publiés ici – est le produit de cette époque. Après trente ans d'isolement et de glaciation, il s'agit à nouveau de se confronter à la réalité. Les rapports entre recherche fondamentale et recherche appliquée sont donc d'emblée moins compliqués qu'ailleurs. Si les sociologues sont appelés à participer à la modernisation de la Chine, celle-ci est censée être définie ailleurs dans les cercles du pouvoir ; ce qui n'empêche pas à l'inverse les sociologues d'essayer de maintenir une marge de manœuvre dans leurs recherches. De manière assez systématique, les problématiques intellectuelles et critiques sont en avance sur les préoccupations politiques. L'accroissement des inégalités sociales, la question sociale, l'émergence de la classe moyenne, les conflits sociaux, la prévention du sida, etc., sont tous des thèmes qui ont été identifiés par les chercheurs ou par des journalistes-chercheurs, et repris ensuite par les autorités dans le cadre de la définition de politiques publiques. On est ainsi face à un fonctionnement proche de celui de l'« avant-garde » évoqué par Pierre Bourdieu. Les jeunes poussent à l'étude de sujets iconoclastes puis, une fois leur « avant-gardisme » reconnu, ils rentrent dans le rang. Cependant, coincés entre le marteau (des fondations étrangères) et l'enclume (de l'État), les sociologues chinois, en tout cas ceux dont les travaux sont les plus fructueux, ont du mérite à maintenir les exigences de la recherche fondamentale.

D'autant plus, et c'est un point essentiel, qu'ils proviennent d'une génération – la génération dite sacrifiée – qui ne possédait aucun atout pour réussir en la matière. La plupart des auteurs publiés ici ont été privés de scolarité pour cause de Révolution culturelle, puis envoyés à la campagne pendant plusieurs années. Ils n'ont pu reprendre des études que dans les années 1980, pour certains à près de 30 ans. Ils considèrent avec humour qu'ils sont sans doute plus doués pour manier la truelle ou nourrir les porcs que pour faire de la sociologie. Ils ont dû à la fois assimiler

les fondements de la sociologie, comprendre les mécanismes de fonctionnement du milieu académique international, apprendre l'anglais, etc. Et la fin de la Révolution culturelle ne sonna pas la fin de leurs malheurs, ils furent en effet au cœur des soubresauts politiques des années 1980, comme acteurs et victimes. Certes, ils ont connu une ascension sociale fulgurante – tant sur le plan matériel que sur celui du prestige – passant d'un salaire de misère à un revenu conséquent, d'un statut de paria à celui de conseiller du prince. Néanmoins, rappelons que ce n'est pas l'intérêt qui les guidait : au milieu des années 1980, l'identité d'intellectuel restait, si ce n'est à demi-infamante, tout du moins suspecte. Il fallait donc une certaine dose de passion pour se lancer dans la carrière. Il est éclairant d'écouter ces collègues racontant que le seul livre qu'ils pouvaient lire avait été un ouvrage de philosophie, voire, plus rarement, de sociologie, ou encore un roman en anglais qui leur avait permis d'apprendre la langue (écrite, l'oral serait pour plus tard ou jamais) et de se passionner pour les questions sociales. Cette fulgurante ascension n'est pas non plus très facile à « assimiler ». Beaucoup ont du mal à se situer dans un monde qui est aujourd'hui à cent lieues de leur adolescence et de leur jeunesse.

Mais la nouvelle génération ? Les sociologues âgés d'une trentaine d'années aujourd'hui sont d'une autre nature. Cependant ils ont eu les maîtres que l'on vient de décrire avec leurs qualités et leurs faiblesses (théoriques et linguistiques) et surtout leurs perspectives. À cela, il faut ajouter ce que nous avons noté plus haut concernant l'influence de l'État et des bailleurs de fonds étrangers. Ceux qui ont une bourse (essentiellement aux États-Unis, rarement en Europe) souvent ne reviennent pas. Les étudiants et les jeunes chercheurs manquent de manière générale d'une expérience internationale diversifiée. La quasi-totalité des jeunes chinois entrent à l'université sans jamais être allés à l'étranger (parfois sans jamais avoir rencontré un étranger), voire sans être sortis de leur région d'origine. Les cours d'histoire ou de géographie dispensés dans les lycées ne font qu'une place infime au reste du monde et le caricaturent largement. Les étudiants sont donc fort peu préparés à la confrontation avec des contextes nouveaux, des expériences nouvelles et des langues étrangères. Dans mon enseignement à l'Université Tsinghua, essentiellement centré sur les sociétés et les théories sociologiques européennes, le début d'année est toujours un grand moment d'enthousiasme parmi les étudiants. Bourdieu, Foucault, Elias, Durkheim, Weber sont considérés

comme des phares incontournables de la pensée et chacun est prêt à faire un immense effort pour utiliser leurs concepts. Et puis les enthousiasmes s'étiolent. Comment comprendre *La Distinction* sans comprendre l'histoire de la stratification sociale et des représentations du goût en Europe, « la question sociale » ou *L'Éthique protestante* sans connaître l'histoire du Moyen Âge, ou la « subjectivation » sans percevoir les enjeux du combat intellectuel de l'après-seconde guerre mondiale ? Mes cours se transforment alors pour moitié en cours d'histoire de l'Europe, matière sur laquelle je n'ai que peu de compétences.

Dans ces conditions, que les sociologues chinois et leurs étudiants réussissent à produire de bons et parfois de remarquables travaux forcent le respect. Ce phénomène tient sans nul doute à leur passion et à leur expérience. Beaucoup, et notamment ceux que nous lirons ici, « labourent le terrain ». Leur histoire personnelle et/ou les difficultés qu'ils ont rencontrées dans les années 1980, ne sont pas étrangères à ce souci de la « pratique », à cette sensibilité au quotidien et à une évidente aisance face aux exigences humaines et matérielles du travail d'enquête. Mais un autre facteur est à prendre en compte, celui de l'engagement de plus en plus marqué dans la vie de la Cité. Cet engagement a même pris une telle ampleur que l'on peut se demander si la sociologie contemporaine n'est pas entrée dans une nouvelle phase. Après la renaissance et le temps du « marxisme critique » – les années 1980 – puis l'internationalisation et l'influence grandissante dans le champ politique – les années 1990 – peut-être assiste-t-on à un engagement progressif dans ce que l'on pourrait appeler le combat social. Combat discret si nous le comparons à la dissidence mais sans doute plus efficace. Merle notait déjà ce phénomène à la fin des années 1990 avec des travaux sur la mémoire. Mais depuis le début de ce siècle, les choses s'accélérent. Les sociologues prennent position dans les journaux, et se multiplient les expériences de « recherche-action », qui lient analyse d'une situation et participation à des opérations d'éducation, de « conscientisation » de certaines catégories sociales, voire de soutien à leurs mouvements de protestation. Dans ce domaine, les chapitres de ce livre sur les classes moyennes, le sida ou les migrants en sont particulièrement représentatifs. Il s'agit non seulement d'analyser le champ en question mais de susciter une réflexion politique. Certes, cette réflexion s'appuie très largement sur la problématique du pouvoir, à savoir quelles sont les caractéristiques d'une société

stable? Est-ce une société qui empêche toute contestation ou au contraire une société qui fournit à ses membres des canaux d'expression? Une société atone ou bien une société qui exprime son mécontentement, et par là même, permet au pouvoir de la rendre plus « contrôlable »? Mais à ce titre, la pratique n'en a que plus d'influence. D'une part, le sociologue prend le pouvoir politique par les sentiments, il tire partie de ses angoisses en lui parlant de la stabilité. En substance, il lui dit : « Laissons la contradiction s'exprimer pour mieux l'empêcher de se radicaliser. » D'autre part, il prend au sérieux le discours officiel, lequel insiste également sur la nécessaire démocratisation d'une société qui doit être de plus en plus régie par le droit.

Le chapitre de Zhang Letian (chapitre 10) complétera cette rapide présentation des éléments caractéristiques de la sociologie chinoise. Il s'agit d'une critique assez violente de la situation de la recherche fondamentale, conçue comme une recherche autonome, au cours de laquelle le chercheur choisit lui-même le sujet, la problématique et les méthodes qu'il entend appliquer. Zhang Letian montre que l'obstacle majeur que rencontre le chercheur ne tient pas à la censure mais d'une part à son importance dans le champ politique et d'autre part à son ouverture vers l'extérieur. Nous pourrions donc parler de succès paradoxal de la recherche chinoise. Les importants financements publics sont à la fois *policy oriented* et centrés sur les préoccupations des gouvernements. Quant aux effets de la globalisation, ils s'expriment par l'importance à la fois du jargon provenant de l'étranger et du *diktat* de la publication dans les revues étrangères. Mais Zhang Letian met en garde aussi contre le productivisme qui s'est emparé de l'université. Dorénavant la carrière d'un professeur est davantage jugée sur ses capacités à publier que sur son enseignement, à la quantité des recherches effectuées qu'à leur qualité. Dans ces conditions, le travail consiste souvent à se rendre dans un hôtel, à rassembler quelques données et à les habiller d'un vague cadre théorique. Il insiste sur le fait que les chercheurs sont des victimes mais aussi des complices de cet état de fait, chacun en tirant partie financièrement et professionnellement.

## — Une autre façon de comprendre la société chinoise

Cette façon de comprendre la société n'est pas « autre » du seul fait que ce sont des Chinois qui parlent de la Chine. Certes, cet élément est présent mais pas dans le sens auquel on s'attend. Elle est autre parce qu'elle est précisément au cœur des enjeux politiques de la société chinoise. Les auteurs sont avant tout des sociologues qui parlent de la société sur laquelle ils travaillent et dans laquelle ils vivent. Et ils en parlent en évitant les écueils dont nous parlions plus haut, d'abord celui de la normativité et celui de la théorie « décalquée » puis reportée telle quelle sur un autre objet. Nous assistons au contraire à un travail de translation dans le double sens du terme, comme traduction et transfert. Il s'agit d'explicitier le contexte d'origine du concept utilisé puis de l'adapter, de le tordre, de *le rendre nécessaire* à l'analyse d'une situation dans un autre contexte. Le concept doit être utile à l'éclairage d'une situation et non être utilisé comme référence obligatoire, ritualisée, impossible à éviter dans le cadre des modes et pratiques propres au champ concerné<sup>8</sup>. Ensuite, les figures de l'autochtonie sont nettement écartées. On ne se réfère pas ici à un projet de constitution d'une « sociologie chinoise » mais à une confrontation avec les outils d'analyse de la discipline. Sur ce plan, le débat est ouvert. On peut être d'accord ou opposé à telle utilisation, à telle analyse, à telle « posture méthodologique » (c'est souvent mon cas et ce sera souvent le cas pour le lecteur), mais nous pouvons avoir un dialogue avec ces textes, car si le « code » n'est pas identique, il est cependant compréhensible par chacun. Enfin, aucun de ces textes ne cède aux sirènes du pur quantitativisme ou du positivisme. Sans cesse, les « données » (toujours perçues comme construites et donc non objectives) sont complétées par d'autres sources et interprétées dans des cadres théoriques.

Le livre est divisé en trois parties – le chapitre 10 de Zhang Letian que nous avons évoqué plus haut étant un peu à part – qui abordent la question centrale actuellement la plus débattue en Chine : celle de la nature,

8. Sur ce thème, voir mon intervention dans le colloque *Quels outils pour analyser les sociétés contemporaines?*, disponible sur le site Internet des Ateliers doctoraux franco-chinois en sciences sociales de Pékin : [www.shs-chine.eu](http://www.shs-chine.eu).

de l'ampleur et de la légitimité des différenciations sociales. Quelles sont les couches sociales qui existent ? Quelles sont leurs dimensions ? Comment cohabitent-elles ? Quels sont leurs rapports avec le pouvoir ? Sur quoi repose le statut social ? Qu'est-ce que la déviance ?

La première partie, centrée sur le phénomène de migration, analyse la constitution d'une nouvelle classe-couche d'ouvriers dans les zones urbaines. La deuxième partie touche à l'émergence de la classe moyenne dans la société chinoise. Enfin, la troisième partie, consacrée à la déviance, rassemble les deux textes de Jing Jun, sur et autour du sida, et montre comment la différenciation sociale s'opère au niveau individuel et dans le cas d'une épidémie. Le choix de ces thèmes n'a pas été pensé au préalable. L'idée de départ était de demander des textes à des sociologues et de choisir ceux qui avaient le plus de chance d'intéresser un public francophone et, surtout, qui pouvaient éclairer les enjeux politiques auxquels il est fait référence plus haut. Ces trois thèmes ont surgi spontanément parce que précisément ils sont au centre des préoccupations, tant des chercheurs et des politiques, que de l'homme de la rue. Bien sûr, une autre classification aurait été possible. Par exemple, la question de la transformation des formes de travail est transversale à certains textes des deuxième et troisième parties. Mais une telle mise en forme aurait sans doute moins mis en valeur les enjeux dont on vient de parler.

### *Les voies sinueuses des migrations intérieures*

On comprend facilement la problématique des migrations en Chine parce que, sur le fond, elle varie peu par rapport au phénomène connu ailleurs. Une population de paysans quitte sa terre pour trouver du travail. Très vite, ce mouvement se trouve compliqué par la nécessité de les intégrer dans la vie urbaine. Et l'on découvre que cette migration n'est pas temporaire : les paysans ne retournent pas en masse chez eux pour devenir de futurs entrepreneurs locaux. Sur ce fond commun, le contexte apparaît particulier – mais n'est-ce pas toujours le cas ? D'abord, ce n'est pas la faim ou la pauvreté absolue qui motivent les foules, mais la perspective d'améliorer le quotidien. Contrairement à l'image souvent colportée, la grande majorité des paysans mangent à leur faim, ont une maison et sont correctement vêtus. En revanche, les campagnes chinoises n'offrent pratiquement aucune perspective d'ascension sociale, à l'heure où précisément c'est l'un des grands ressorts de la dynamique sociale.

Le phénomène est inextricablement lié à une croissance économique fulgurante qui assure aux paysans l'assurance de trouver sur place une activité rémunératrice. Mais il n'est pas « stabilisé » – beaucoup de ces migrants vont et viennent entre les deux espaces – et il est prématuré de parler d'exode rural. Ensuite, ces migrants sont chinois et surtout des Chinois de seconde zone puisqu'ils ne sont pas résidents urbains mais simples travailleurs acceptés temporairement en ville. C'est sur cette toile de fond que se situent les analyses qui essaient de rendre compte de la trajectoire des ouvriers-paysans (*nongmingong*).

Li Chunling replace les migrations actuelles dans le cadre de l'histoire de l'urbanisation depuis 1949 (chapitre 1). Jusque dans les années 1980, si mouvements de population il y a eu entre les villes et la campagne, elles ont été pilotées par le gouvernement d'une part et se sont effectuées dans les deux sens d'autre part. Par la suite, le tableau devient plus classique : les migrations sont « spontanées » et directement liées à l'industrialisation et à l'urbanisation. Jusqu'au début des années 1980, l'essentiel des mouvements a eu lieu sur place : il s'agissait de « quitter la terre sans quitter les campagnes » (*litu bu lixiang*), en devenant ouvrier sur place ou le plus souvent dans la ville d'à côté. Dans les années 1990, la stagnation des industries rurales, la restructuration de l'industrie et le boom de la construction ont donné naissance à une migration de longue distance. Si, au début, la croissance du chômage urbain a contribué à un rejet de cette population de la part des urbains et à la mise en place de politiques visant à limiter l'accès des migrants à certains métiers, depuis quelques années la nécessité de l'intégration des migrants est devenue une évidence. Pour Li Chunling cette intégration est encore très difficile même si les migrants constituent dorénavant le tiers de la population urbaine. La discrimination reste de règle, que ce soit de la part des autorités – le marché du travail des migrants est séparé de celui des urbains, pas d'accès à la protection sociale et aux services sociaux – ou des citoyens. Les paysans eux-mêmes ne sont pas « fixés » : 50 % essaient de rester en ville, 50 % vont et viennent. Si de plus en plus de paysans viennent en ville en famille, les enfants laissés au village à la garde des grands-parents sont légions. Le migrant n'a guère envie de se mélanger, il a sa vie communautaire, ses organisations d'entraide, ses écoles, etc. Il reste que le projet d'ascension sociale se réalise pour la quasi-totalité d'entre eux ; un projet qui est borné par les contraintes institutionnelles et symboliques abordées plus haut.

Le paysan-ouvrier peut devenir entrepreneur individuel mais certainement pas col blanc dans une grande entreprise.

Le premier texte de Chen Yingfang aborde la question de l'intégration sous un angle différent (chapitre 2). Les ouvriers migrants constituent aujourd'hui 40 % de la population de Shanghai. Pourquoi les migrants continuent-ils à venir en ville alors qu'ils sont si mal accueillis? La volonté d'ascension sociale est l'une des réponses à donner à cette question, mais il y en a une autre : la ségrégation envers les migrants crée paradoxalement des « chaînes d'intérêt » entre eux et les citoyens. Dit autrement, le différentiel, en termes de revenu et de statut social, produit par la ségrégation sociale et réglementaire, est non seulement bénéfique aux deux catégories de population mais également porteur d'intégration. Le moteur de ce phénomène est à rechercher dans la pluralisation des intérêts qui permet aux différents acteurs de mobiliser des ressources afin de contourner les lois et règlements, d'une part, et les préventions sociales, d'autre part.

La tactique des migrants est de se faire le plus discret possible, de contourner les contrôles et de « faire avec » les conditions souvent difficiles dans lesquelles ils sont obligés de vivre. L'absence de contrat de travail est parfois revendiquée car elle permet à tout moment de rompre le lien salarial et de trouver un travail mieux rémunéré. Pour les entreprises urbaines, l'important est d'obtenir une main-d'œuvre à moindre coût. L'administration de base (bureaux de rue\* et comités de résidents\*)<sup>9</sup> tire aussi partie de la présence des migrants en leur louant au prix fort des boutiques ou des emplacements sur les marchés et en multipliant les taxes à leur égard. Jusqu'aux couches urbaines défavorisées (chômeurs, retraités) qui leur sous-louent d'anciennes masures ou leurs emplacements réservés sur des marchés publics. Plus globalement, les gains en matière de coût du travail (salaire et protection sociale) permettent finalement de financer la croissance urbaine, de renflouer les caisses de l'État et de limiter (sans frais) les conséquences sociales du chômage. Les « chaînes d'intérêt » qui se créent permettent enfin de diminuer les risques d'instabilité sociale en rapprochant les deux populations. La mutualisation des intérêts (dans l'inégalité) conduit à une forme d'intégration.

9. Les termes suivis d'un astérisque sont définis dans le glossaire à la fin de l'ouvrage.

Shen Yuan s'attaque lui à un sous-groupe de migrants qui jouent un rôle essentiel dans le « miracle chinois » : celui lié à la construction (chapitre 3). Il présente ici l'étude la plus exhaustive réalisée en la matière. Elle est basée à la fois sur des données quantitatives (enquête par questionnaire) et qualitatives (entretiens) et replacées dans un cadre théorique permettant de situer la place de la Chine dans les diverses formes d'exploitation du travail. Elle s'appuie aussi sur des pratiques « d'observation participante ». Cette recherche – dont une partie seulement est publiée ici – apporte beaucoup sur les conditions de travail et de vie des travailleurs de la construction. Même si la plupart des informations étaient connues précédemment, une enquête d'une telle ampleur permet d'en vérifier la validité. Ces migrants sont jeunes, essentiellement masculins, ils ont un faible niveau d'éducation et de formation professionnelle. La plupart travaillent de onze à douze heures par jour. Les migrations intraprovinciales sont importantes. On note également une complexité incroyable dans les modes d'embauche – par l'intermédiaire de contremaîtres, d'entreprises sous-traitantes ou spécialisées – et de paiement – à la tâche, au forfait, au mois, en plusieurs fois. 80 % d'entre eux vivent sur le chantier.

Pour Shen Yuan, les relations de travail sont à replacer dans le cadre de ce qu'il nomme des « relations hégémoniques », qui ne s'appuient pas sur l'utilisation de méthodes violentes ou impersonnelles mais qui introduisent au contraire sur le lieu de travail les relations sociales. Les patrons préfèrent s'en remettre à des intermédiaires, externaliser la gestion de la main-d'œuvre pour minimiser les coûts et amortir ainsi les fluctuations du marché et du processus de travail sur les chantiers. Les migrants, perdus dans la grande ville, peuvent s'appuyer sur le contremaître (souvent du « pays ») qui les recrute pour leur trouver du travail, les défendre en cas de conflits et leur faciliter la vie. Ce type de relations de travail est très différent de ce que certains auteurs appellent eux aussi *hégémonique* et qui s'appuie, d'après Shen Yuan, sur une « citoyenneté industrielle » garantissant protection sociale, liberté d'organisation, etc. Mais en aucun cas, la spécificité chinoise ne tient à une particularité culturelle. Elle est le produit des nécessités du processus de production dans le bâtiment et aussi de la situation de la société et de l'économie chinoises et, notamment, de l'alliance entre capital et autorité légale, celle-ci en empêchant toute constitution de syndicat et en refusant toute

forme sérieuse de protection légale conduit les acteurs à opter pour des formes non institutionnalisées de relations de travail.

### *La « moyennisation » de la Chine*

La classe moyenne a envahi les préoccupations des Chinois. Du colloque académique au *Marie-Claire* local, en passant par les documents officiels, on s'interroge sur le phénomène comme sur ses conséquences. La Chine a-t-elle une classe moyenne? Sinon que devrait-elle faire pour en avoir une et rejoindre ainsi la norme internationale? Pourquoi est-il si nécessaire d'en avoir une? pour stimuler la croissance, élever le niveau de l'économie, promouvoir la démocratie? Qui doit entrer dans cette classe?

Li Qiang est une sorte de père de la classe moyenne chinoise (chapitre 4). Dans les années 1980, le thème n'était pas politiquement correct et les travaux se limitaient à ceux consacrés aux pays développés. Un pays socialiste ne pouvait avoir une telle classe. Aujourd'hui encore la terminologie révèle des réticences idéologiques. Les documents officiels parlent de « personnes à revenus moyens » (*zhongdeng shouru renyuán*), voire de « couches intermédiaires » (*zhongjian jiecheng*), mais pas de « classe à patrimoine moyen » (*zhongchan jiejie*). La possibilité laissée dorénavant aux chercheurs et observateurs d'utiliser le terme a mis longtemps à se dessiner. C'est seulement depuis le milieu des années 1990 que les études se sont multipliées. C'est aussi à partir de cette date que le phénomène lui-même a pris de l'ampleur, sans être en soi entièrement nouveau. Il existait précédemment une classe moyenne (les ouvriers et employés) dont les positions n'ont guère subi de changement dans les premières années des réformes. En parallèle, les activités privées n'ayant pas encore perdu leur réputation sulfureuse, peu de gens ont « sauté dans la mer » (*xiahai*) de l'économie privée. Dans les années 1990, d'une part l'économie privée s'est développée, d'autre part la réforme des entreprises publiques a abouti à une croissance du nombre d'emplois qualifiés donnant naissance à une classe moyenne hybride. Dans le même temps, le gouvernement a peu à peu changé de position vis-à-vis de cette catégorie, voyant en elle un facteur de croissance, de modernisation et de stabilité sociale permettant de construire une société en « ballon de rugby » (*ganlanqiu*). Classe modérée mais politiquement consciente, caractérisée par la méritocratie et le travail, pouvant servir de réceptacle à tous les espoirs d'ascension sociale, elle peut servir de

contre-pouvoirs à la couche des riches, assimilés au profit illégal ou illégitime. Néanmoins, Li Qiang considère que le gouvernement ne soutient que formellement la classe moyenne et qu'en réalité, aucune des politiques nécessaires à son développement – réforme fiscale, reconnaissance de la propriété des paysans sur les terres, disparition du système de résidence\* – n'a encore été adoptée.

La Chine possède-t-elle une classe moyenne? L'article de Zhou Xiaohong apporte une réponse élaborée qui puise à la source à la fois de l'enquête et de la réflexion sur la terminologie à employer en la matière (chapitre 5). Il a réalisé un vaste travail de recherche qui, sur les bases du revenu (plus de 5000 yuans par mois<sup>10</sup>), de la profession et du niveau d'études (universitaires), lui fait estimer la « classe » ou « couche » moyenne (il emploie les deux termes) à 105 millions, soit 11,9 % de l'ensemble de la population. Mais il s'empresse de noter que le débat est confus et que selon le nombre de critères utilisés, les résultats peuvent être fort différents. Il cite notamment l'étude de Li Chunling qui en ajoutant le niveau de consommation et « la conscience d'appartenir à cette classe » aboutit à une proportion de 4,1 %. Pour lui le problème concerne la définition même du terme anglais *middle class*. *A priori*, il désigne un type de profession caractérisé par un niveau élevé de compétences et de responsabilités. Il note d'ailleurs que le livre de Charles Wright Mills sur les classes moyennes, sorte de bible en la matière, considère que cette catégorie sociale ne possède pas des revenus particulièrement élevés<sup>11</sup>. Un autre point de vue erroné vient du lieu commun qui consiste à considérer la classe moyenne comme une classe « idéale ». Le membre de la classe moyenne serait non seulement bien formé mais aussi convaincu qu'il possède une responsabilité sociale. Or, on sait que la société moderne est aussi une société qui fait perdre à l'individu beaucoup de son autonomie.

Pour Zhou Xiaohong, si la notion a un sens en Chine, elle devrait concerner les catégories suivantes : les chefs d'entreprises privées et rurales, les petits commerçants, les cadres et intellectuels, les cols blancs des entreprises étrangères, les managers des grands entreprises et organisations sociales, les juristes, comptables et experts immobiliers qui

10. Le taux de conversion en 2008 est environ de 10 yuans pour 1 euro.

11. C. Wright Mills, *White Collar. The American Middle Classes*, Oxford, Oxford University Press, 1951.

reviennent de l'étranger. Quelles sont les caractéristiques de ce groupe ? Il s'agit d'abord d'un groupe très lié au pouvoir politique puisque directement issu de ses rangs. Son émergence est due à la fois au passage d'une économie basée sur l'industrie à une économie fondée sur les services, à la différenciation des professions qui permet de retirer l'infamante étiquette de « capitaliste » à certaines activités, à une augmentation et une diversification des revenus et à la protection dorénavant admise de la propriété privée. Ensuite, les deux classes moyennes, l'ancienne (petits commerçants et artisans) et la nouvelle (cols blancs) qui se succèdent dans les pays développés, sont contemporaines en Chine. Enfin, la classe moyenne est très minoritaire dans le pays, par conséquent la société chinoise ne peut être considérée comme une société de classe moyenne. Si sa forme n'est plus celle d'une pyramide, elle n'est pas encore en « ballon de rugby » (*ganlanqiu*), c'est une société en « tête d'oignon » (*yangcongrou*), avec une classe inférieure importante et des classes moyenne et supérieure étroites. Pour Zhou Xiaohong, cette situation est due à une mauvaise répartition des richesses et à l'existence d'une classe supérieure qui accapare pouvoir et fortune. Pour changer les choses, il faudrait une réforme fiscale mais aussi une réforme du statut des migrants qui pourraient leur permettre d'entrer dans la classe moyenne. Mais des obstacles d'ordre idéologique empêchent cette évolution. Quand tout bouge, le réflexe est de se crispier sur les principes.

L'article de Tong Xin s'attaque à un sujet peu étudié : la situation des employés chinois qui occupent des postes à responsabilité dans les entreprises étrangères (chapitre 6). Archétypes des cols blancs, ces travailleurs ont une forte qualification professionnelle et jouissent d'importantes rémunérations. Les relations qu'ils entretiennent avec leur employeur sont pourtant loin d'être simples. Un indice de cette complexité : alors que les entreprises se plaignent de la difficulté à recruter, les employés changent sans cesse d'employeur en raison des faibles rémunérations proposées.

L'auteur a effectué une enquête sur la main-d'œuvre qualifiée dans cinq entreprises. Elle révèle qu'il existe de part et d'autre des stratégies élaborées pour obtenir le maximum du partenaire. Les entreprises embauchent dans les meilleures universités, pillent les élites et utilisent les services de sociétés de « chasseuses de têtes ». Elles forment aussi leurs employés pour éviter de les voir partir. L'employeur se met en scène en tant qu'individu en raison de l'absence d'organisations syndicales et de

conventions collectives. On a donc une complète individualisation des traitements et le recrutement se réalise essentiellement à partir d'un réseau personnel. L'entreprise joue donc le jeu du marché, et le salarié celui de la « débrouille ». Ce dernier n'a en général aucun sentiment d'attachement à l'entreprise : seul le salaire compte. Dans ce cadre, des stratégies d'auto-exploitation se développent : si le salaire est bon, le patron peut demander à peu près n'importe quoi à son employé. Tout est ainsi question de niveau de rémunération. Dans le même ordre d'idées le patron peut utiliser l'endettement des nouvelles couches aisées pour asseoir son pouvoir. Après avoir acheté un appartement, le jeune cadre a besoin de gagner de l'argent. Néanmoins, un critère semble modifier le comportement de l'échantillon en question, c'est celui de l'âge. Si les jeunes (très largement majoritaires ici) sont peu sensibles aux vertus de « l'esprit maison », certains salariés plus âgés ont tendance à privilégier la stabilité et des formules d'emploi leur assurant certaines garanties. Pour Tong Xin, cette situation est typique du statut intermédiaire des cols blancs, à la fois alliés des dominants et exploités par eux.

Dans son deuxième texte, Chen Yingfang, comme la totalité des auteurs publiés ici, lie travail d'enquête et analyse théorique (chapitre 7). Après avoir présenté les principales grilles d'analyse des mouvements sociaux, elle essaie de répondre à la question suivante : en Chine les luttes politiques des couches défavorisées sont généralement peu efficaces, peu organisées, peu autonomes par rapport à l'État et marquées par une faible « conscience politique » – l'objectif est essentiellement d'obtenir des compensations financières – en raison de la « mauvaise qualité » des individus qui les mènent. Que se passe-t-il dans le cas de la classe moyenne chinoise dont les ressources (en termes de capacité d'organisation, de moyens matériels, d'influence sociale, de discours, d'analyse) sont infiniment supérieures ? En réalité, à l'occasion de ce travail de translation, l'auteur revisite la question des rapports de pouvoir entre la classe moyenne et l'État.

Pour Chen Yingfang, le changement social et les événements sont les deux éléments qui conduisent à l'apparition d'un sentiment d'insatisfaction et d'une conscience politique. L'ampleur d'un mouvement dépend du contrôle étatique, de la « conscience politique » et de la « puissance d'action » (« capacité d'action » et possibilité de mobiliser des ressources). Elle applique cette grille à plusieurs mouvements des classes moyennes qui, en

Chine, concernent essentiellement des conflits avec des sociétés de régie d'immeubles et des promoteurs immobiliers. Comparées aux luttes des couches défavorisées, on peut dégager les caractéristiques suivantes : les participants sont conscients de leurs droits, leur capacité d'organisation est forte. Les mouvements sont rarement victorieux mais leur influence est non négligeable. On note ainsi depuis quelques années moins d'expulsions et des pratiques moins brutales en la matière. La réussite dépend aussi du type de conflit. S'il s'agit d'un conflit avec un promoteur, les chances d'obtenir quelque chose sont minimales en raison de l'aspect dorénavant stratégique de l'immobilier. En revanche, les conflits avec les régies d'immeubles sont plus ouverts. Le contrôle étatique est perçu également à travers le comportement de participants potentiels au mouvement. Ceux qui ont un emploi directement ou indirectement en lien avec l'administration subissent un ensemble de pressions et de contraintes qui aboutissent souvent à leur retrait. Les plus actifs sont les retraités et les professions indépendantes. Certains habitants des résidences concernées ont aussi des relations personnelles avec le promoteur ou la régie, et ont pu profiter d'un meilleur prix d'achat et continuer à être traités différemment des autres résidents. Ceux-là ne protesteront pas.

Le contrôle étatique joue donc un rôle essentiel. On assiste à une alliance entre le marché et l'État, et l'ancienne structure de contrôle – parti inclus – a su s'adapter à la situation. Dans ce cadre, les marges de manœuvre des classes moyennes sont faibles. Le droit est une impasse car les jugements sont rarement équitables, les comités de résidents et l'administration locale restent liés aux instances supérieures qui sont elles-mêmes liées aux organismes de promotion immobilière. Même les opportunités politiques sont faibles : le gouvernement central est favorable à une plus grande liberté d'expression du mécontentement et à une meilleure protection des intérêts mais il reste impuissant face aux lobbies locaux. Les mouvements ne peuvent que recourir à des alliés extérieurs (la presse) ou à des textes juridiques fondamentaux qui les protègent en théorie. L'article se termine par une mise en garde : la difficulté à assurer des modes d'expression du mécontentement risque d'aboutir non pas à un renforcement de la stabilité mais au contraire à une aggravation du mécontentement social. On aura compris l'allusion...

### *Sida, drogue et discriminations : nouvelles perspectives*

Les deux textes de cette partie touchent à de multiples aspects de la société chinoise. L'épidémie de sida est à l'origine d'un ensemble de discours, de phénomènes et de pratiques (déviance, discriminations, apparition de nouvelles « communautés », développement d'un milieu associatif, etc.) qui révèlent des aspects jusque-là peu connus de la société.

Dans le texte consacré à la drogue (chapitre 8), Jing Jun essaie de comprendre les processus psychosociologiques qui mènent à la dépendance et à la récidive. Sur le plan de la méthode, le texte conjugue un important travail d'entretien avec une tentative de confrontation avec les théories de la déviance de Durkheim et Merton. Les cas individuels révèlent une réalité chinoise mal connue, celle de ces enfants, pourtant uniques, délaissés, plus rarement mal compris, par leurs parents. On touche ici à une certaine banalisation de la Chine. Les parents sont empêtrés dans leurs problèmes personnels (de divorce notamment) ou trop occupés par leurs activités professionnelles. Les enfants sont laissés à eux-mêmes et, faute de parents de substitution ou de structures d'écoute et d'accueil, sombrent dans la drogue. L'intérêt du texte réside dans la finesse de l'analyse. Il s'agit d'éviter deux pièges. D'une part, celui d'une explication « culturelle » basée sur l'importance des relations dans la société chinoise. L'importance de l'amitié dans l'addiction et la rechute pourraient en effet être réinterprétées dans les termes de l'« âme chinoise » si peu individuelle et tellement portée sur le social. En réalité, le rôle de l'amitié est limité à celui d'un réceptacle d'une adolescence ou d'une jeunesse en errance, d'un vide affectif qu'il s'agit d'emplir. Le vrai point de départ de la déviance n'est pas le refus de la norme (Durkheim) mais le décalage entre les normes acceptées et l'impossibilité de les atteindre en utilisant les moyens normés (Merton). La connaissance du contexte social dans lequel se déploie la problématique mertonienne – la société américaine de l'après-seconde guerre mondiale – permet à Jing Jun de repérer les spécificités chinoises. Les normes acceptées sont celles de la réussite, à la fois sur le plan matériel et sur le plan du statut, les moyens d'y accéder sont essentiellement concentrés autour de la réussite scolaire. L'amitié est alors la cause directe de l'addiction mais non la cause première.

L'accès à l'université est le sésame indispensable à tout projet de réussite sociale, y compris pour ceux qui sont pourvus de capital politique ou social (le capital économique est réservé à la prochaine génération). La sélection s'opère très tôt : dès l'école primaire, voire dès le jardin d'enfants, il faut entrer dans une « classe d'élite » cumulant faible effectif, professeurs d'excellence, équipements et environnement de qualité, etc. Pour cela, il faut être « doué » mais surtout discipliné, scolaire, travailleur, avoir des parents à la fois attentifs et sévères et disposant d'un minimum d'argent nécessaire au surcoût de cette « suréducation ». Non seulement les « classes d'élite » sont souvent plus chères que les autres, mais il faut aussi compter avec les cours supplémentaires. Au total une vie de forçat, peu épanouissante car fondée sur le « par cœur », et que le moindre grain de sable peut détraquer : une maladie, un conflit familial, un malaise adolescent, une question existentielle, de mauvais rapports avec les parents ou le beau-père, ou simplement une incapacité de plier son intelligence à l'exigence scolaire. Sans compter bien évidemment sur les inégalités de *distinction*. Pour Bourdieu, en effet, le plus égalitaire des systèmes ne peut éviter, et même paradoxalement ne peut que susciter, des différences de jugements portés sur le comportement et le « goût » des individus. La profession des parents, les mœurs, jugées plus ou moins « civilisées » de chacun, peuvent intervenir. Les (rares) enfants d'ouvriers migrants qui entrent dans de bonnes écoles subissent ainsi la discrimination de leurs camarades.

Bien sûr, tous les enfants qui ratent leur scolarité ne se droguent pas. Certains, malgré leur échec à l'examen d'entrée à l'université (*gaokao*), ont réussi grâce à leur ténacité (et au soutien familial) à se faire « une place au soleil ». D'autres ont rompu avec les normes en vigueur et ont décidé de se contenter d'une vie modeste. Mais pour d'autres encore, l'attachement à la réussite sociale et l'incapacité à atteindre cet objectif par des moyens légitimes conduisent à la drogue et à la délinquance. Perte d'estime de soi, sentiment d'échec, absence de moyens alternatifs, besoin d'un « milieu » qui peut pallier le vide affectif, etc., constituent les moteurs de la déviance.

Ce texte est donc destiné à mieux comprendre les raisons de la chute dans la drogue. Ses résultats doivent servir à mettre en place une politique de prévention plus efficace, la contamination par les seringues devenant une des causes essentielles de transmission du virus. Il s'agit donc d'un

texte d'un militant de la lutte contre le sida. Mais l'analyse permet aussi de pénétrer dans l'une des dimensions de l'instabilité sociale. Celle-ci est en effet trop souvent limitée à ses aspects de « contestation sociale ». On se trouve ici face à une autre forme de désordre, celle qui naît du refus des normes d'accès à la réussite sociale. Enfin, se pose la question de la « représentation » de ces déviants. Comment leurs intérêts, leurs droits peuvent-ils être pris en compte ? Comment mettre en place une politique de prévention sans leur concours ?

Le deuxième article de Jing Jun (chapitre 9) examine le problème des risques du sida en Chine à partir d'une approche combinant la « loi du *Titanic* » et la « sociologie du risque » d'Ulrich Beck. La loi du *Titanic* établit un lien entre statut social et vulnérabilité. On a en effet remarqué que lors du naufrage du *Titanic*, le taux de survie augmentait d'une façon spectaculaire au fur et à mesure que l'on montait dans la hiérarchie des classes de voyageurs. Quant à la sociologie du risque, en combinant analyse des risques objectifs et des risques subjectifs, elle tente de mettre en évidence les causes de concordance ou de discordance existant entre les risques réels et la conscience qu'ont les individus du risque. Grâce à un ensemble de données statistiques, d'entretiens et de travaux précédents, Jing Jun essaie d'appliquer cette double grille d'analyse à la prévalence du sida en Chine. Trois variables sont prises en compte : le lieu de résidence, l'appartenance à une minorité nationale, et l'appartenance à un groupe identitaire (les homosexuels). L'analyse montre que plus le statut social est bas (c'est le cas des ruraux et des membres des minorités nationales), plus les risques objectifs sont élevés, et plus les perceptions de la maladie sont éloignées de la réalité et susceptibles de nourrir des formes de ségrégation contre les malades. On note ainsi une prévalence forte dans des régions déshéritées proches des lieux de production de la drogue (Birmanie, Afghanistan) ou qui ont été particulièrement frappées par les pratiques criminelles liées à l'achat de sang (province du Henan). De même, le risque subjectif de contracter le sida est de plus en plus élevé au fur et à mesure que l'on descend dans la hiérarchie sociale.

Le cas de la communauté homosexuelle est particulier. Ce n'est pas à proprement parlé un groupe défavorisé. C'est la discrimination qui est ici l'élément déterminant. La prévalence est d'autant plus forte que les homosexuels n'ont pas encore assumé publiquement leur orientation. Les pratiques préventives sont en effet fonction de la participation à la

communauté. Par ailleurs, il existe un biais social : les risques sont plus élevés parmi les homosexuels qui proviennent de milieux défavorisés, non seulement en raison de leur origine mais aussi de leur orientation qui est difficile à assumer.

## — Une œuvre collective

Cette autre façon de voir la société chinoise rejoint les préoccupations d'un certain nombre de spécialistes français de la Chine qui ont contribué directement ou indirectement à la création de l'Antenne de Pékin puis des Ateliers franco-chinois en sciences sociales de Pékin. Je pense notamment à Yves Chevrier, Jean-Luc Domenach ou Isabelle Thireau. Nous avons pu aussi profiter des conseils des sociologues français invités ces deux dernières années : Christian Baudelot, Didier Fassin, Éric Fassin, Gérard Mauger, Laurent Thévenot. En dehors de celles que j'ai conduites moi-même, les traductions ont été réalisées par des étudiants français, préparant une thèse sur la Chine, et qui ont suivi et/ou ont été associés aux activités des Ateliers : Judith Audin, Erika Bodin, Mylène Hardy, Antoine Richard, Camille Salgues et Gilles Vigner. Le « séminaire du jeudi », que nous tenons à Tsinghua et où des chercheurs français et chinois présentent leurs travaux, ainsi que les différents colloques et conférences organisés depuis 2002<sup>12</sup> ont servis d'ateliers de traduction. Grâce à la traduction systématique des interventions soit en français, soit en chinois, nous avons dialogué avec des chinois francophones pour essayer de rendre au mieux le sens des concepts et des situations. Ce travail s'est poursuivi à l'occasion de ce livre. J'ai relu l'ensemble des traductions en reprenant le texte original lorsque se posaient des problèmes. J'assume donc la responsabilité de l'ensemble des fautes, incorrections ou imprécisions. Nous avons aussi échangé nos points de vue avec les auteurs sur la traduction pour les parties les plus difficiles des textes. En bref, ce travail de traduction nous a permis d'avancer dans la « translation » aux deux sens du terme.

12. Jusqu'en 2006, l'équipe de l'Antenne était composée de Jean-Luc Domenach, Alessia Lefébure, Florence Biot, Antoine Richard. Depuis 2006, les Ateliers ont été dirigés par Jean-Louis Rocca, Antoine Richard et Gilles Vigner.